



# PROJET JEUNESSE ET STABILISATION POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LA REGION DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN (MAI 2019 – AVRIL 2021)



**PRATIQUES DE RÉINSERTION  
ÉCONOMIQUE COLLECTIVE ET  
COMPOSITE DES JEUNES VULNÉRABLES  
ET VICTIMES DE L'EXTRÉMISME VIOLENT**

## CONTEXTE

Les communautés locales constituent la première strate de détermination des effets et impacts de la crise sécuritaire et de son corolaire représenté par la crise économique. En effet, la crise liée au phénomène Boko-Haram dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun a engendré de profondes conséquences humaines et matérielles à travers des pertes en vies humaines, des destructions d'édifices, des arrêts d'activités.

La jeunesse représente une tranche d'âge très affectée par les effets de cette crise. Les possibilités pour l'épanouissement des jeunes à travers les activités économiques sont désormais très réduites. C'est l'une des raisons pour lesquelles plusieurs d'entre eux ont favorablement répondu aux appels des groupes armés qui les ont endoctrinés, radicalisés et enrôlés, sous l'effet de fausses promesses d'une réussite économique dans les camps adverses.

Suite à des actions concertées pour le retour à la paix et à la stabilité, la tendance à l'accalmie est observée depuis quelques années, et se matérialise par les retours massifs de personnes revenues des territoires sous influence du groupe armé Boko-Haram, le cas notamment des jeunes ex-associés et ex-otages.

La réinsertion économique des jeunes retournés, en situation de relèvement post-conflit, représente alors le défi principal des acteurs de tous bords qui interviennent dans la lutte contre l'extrémisme violent, la lutte contre la pauvreté, le développement économique, ainsi que l'encadrement des jeunes. Ces interventions à la faveur de la réinsertion des jeunes s'avèrent d'autant plus nécessaires que face à un maintien de la vulnérabilité de ces jeunes, les risques d'enrôlements et de ré-enrôlement demeurent permanents.

Les zones de conflits de l'Extrême-Nord, particulièrement des départements du Logone et Chari (communes de Fotokol et Makary, du Mayo-Sava (communes de Mora et Kolofata) et du Mayo-Tsanaga (communes de Mozogo et Mokolo), constituent les principaux sièges de ces interventions en faveur des jeunes vulnérables, en particulier les ex-associés, car ces zones représentent à la fois celles où les attaques ont été les plus récurrentes, où les enrôlements des jeunes ont été les plus enregistrés, et où les retours sont également les plus massifs.

Les approches d'interventions ont été clairement définies pour les acteurs à partir du lancement par décret présidentiel en 2018, du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration des ex-combattants et ex-associés du Boko-Haram. Avant le lancement de ce processus, les acteurs sécuritaires étaient très actifs dans les ripostes face aux attaques de l'ennemi, pendant que les structures publiques, les organisations internationales et de la société civile, tout comme les acteurs communautaires, se montraient déjà très actives dans les actions de prévention de l'extrémisme violent, à travers des actions de sensibilisation et de prise en charge psychosociale et économique auprès des communautés et personnes exposées et victimes à la crise sécuritaire.

## POUR UNE REINSERTION ECONOMIQUE EFFECTIVE

Face au défi de réinsertion économique des jeunes vulnérables et victimes de l'extrémisme violent, différentes stratégies et mesures ont été déployées par les communautés locales, les services publics et les organisations internationales et de la société civile. D'abord, les acteurs locaux se sont distingués à travers plusieurs points à l'actif des jeunes vulnérables, à savoir : l'accueil, hébergement, nutrition et premiers soins de santé ; la détection, identification et triage des personnes à risque ; la facilitation d'accès aux familles d'accueil ; la médiation des conflits ; l'encadrement des plaidoyers et séances de repentance publique ; la transmission des savoirs et savoir-faire locaux ; le référencement vers des formateurs agréés en petits métiers ; la sollicitation pour des travaux payés à la tâche ; l'entraide communautaire autour d'activités génératrices de revenus.

Ensuite, pour les structures publiques différentes mesures sont à retenir, notamment : le renforcement de la sécurité ; l'implémentation de la politique et stratégie globale de réinsertion ; l'accueil, orientation, profilage et protection des droits des personnes vulnérables ; la résolution des litiges et conflits ; l'identification rapides des jeunes vulnérables ; l'enrôlement et rapprochement inter-jeunes autour des valeurs communes ; la conduite d'activités HIMO permettant la rémunération des jeunes, l'épargne et le réinvestissement des gains pour l'auto-emploi ; l'apprentissages de métiers adaptés au contexte jeune et renforcement des capacités techniques ; le partage d'expériences professionnelles ; la préparation à l'entreprenariat ; l'encadrement des groupes d'initiative commune ; le financement des AGR, suivi des activités de réinsertion par l'auto-emploi jeune ; l'appui et accompagnement des groupes d'initiative commune.

Enfin, à l'actif d'organisations internationales et de la société civile, plusieurs stratégies et mesures sont également à considérer, à

savoir : le relèvement moral et la préparation à la réinsertion ; la sensibilisation sur la cohabitation pacifique et les plateformes de dialogue communautaire et résolution des conflits ; la défense des droits à l'emploi des personnes vulnérables, femmes et enfants ; l'assistance alimentaire et sanitaire ; la mobilisation des moyens financiers pour l'appui à l'auto-emploi ; le référencement dans les centres de formation agréés et mise à disposition des formateurs ; les rémunérations et épargnes financières pour la réintégration par l'emploi ; l'accompagnement dans le réinvestissement des fonds et la mise à disposition d'appuis matériels pour la réinsertion par l'auto-emploi.

## ATTENTION AU CIBLAGE

Les stratégies et mesures susmentionnées ont été prises pour inciter plus de retours de la part des jeunes enrôlées ; faciliter le retour à une vie normale pour les personnes revenues des territoires d'influence de Boko-Haram ; favoriser la relance économique de ces personnes vulnérables en communauté ; prévenir le risque permanent d'enrôlement et de ré-enrôlement des jeunes vulnérables à travers l'autonomisation économique.

Cependant, la phase d'identification et de sélection des jeunes vulnérables à appuyer, lorsqu'elle n'est pas bien menée, favorise des usurpations d'identité où certains individus bénéficient de ces appuis en lieu et place de personnes réellement vulnérables. En outre, certains jeunes ne sont réellement pas intéressés par les formations professionnelles en petits métiers, mais plutôt par le financement et les kits de réinsertion à distribuer à la fin des activités. D'autres jeunes également, lors des activités de groupe, ne démontrent pas une réelle motivation pour l'activité collective, ce qui conduit à des troubles et souvent la dislocation des groupes. Ceux-ci privilégient les activités individuelles, or beaucoup de jeunes dès réception des appuis ne se

lancent plus dans l'activité et disparaissent de la communauté. Face à cela, les activités collectives sont dorénavant de plus en plus privilégiées et la dynamique de groupe est également promue.

## LA SYNERGIE AU CŒUR DES ACTIONS

Afin d'agir plus efficacement et de parvenir à une meilleure réinsertion économique collective des jeunes vulnérables en zones de conflits, les acteurs de mise en œuvre du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » agissent en synergie. Sont impliqués à divers niveaux et/ou selon leurs domaines d'action : les Autorités administratives (Sous-préfectures et communes), les sectoriels d'administration publique (MINJEC, MINAS, MINPROFF, MINEFOP), les structures opérationnelles ou rattachées d'administration publique (CMPJ, SAR/SM), les autorités traditionnelles, les leaders religieux (imams, maitres coraniques), les familles, les groupes de jeunes, les groupes de femmes, les organisations locales (RESAEC, COOPI), les ONG (INTERSOS, CARE International, Plan International), les organisations internationales (UNFPA, PNUD, UNICEF, FAO, UE).

## DES RESULTATS PALPABLES A PLUSIEURS NIVEAUX

- **Dans les communautés**

- ***Pratique d'AGR collectives au sein des groupes de jeunes***

Au niveau communautaire, les groupes de jeunes à l'instar du Gic JAAKOL des Jeunes Agriculteurs de l'Arrondissement, de l'Association des agro-éleveurs, de l'Association des jeunes actifs, ainsi que le Gic GOUALI des agriculteurs et éleveurs de Kolofata, ou encore l'Association des jeunes de Zamay, orientent leurs activités vers l'autonomisation des jeunes vulnérables de toutes catégories (locaux, déplacés internes, retournés, ex-associés). Ces groupes de jeunes favorisent l'entraide collective, représentent des plateformes de dialogue et réconciliation, et permettent l'apprentissage en interne d'AGR, puisque les membres qui en ont les qualifications les transmettent aux autres qui n'en n'ont pas.

- ***Apprentissage de métiers basé sur l'observation et l'assistance***

Les maitres coraniques par exemple correspondent à des encadreurs et formateurs des jeunes, non pas seulement sur le plan spirituel, mais également sur le plan social et professionnel. Ils sont des sources d'inspiration pour leurs élèves qui se transforment en apprentis, car, en observant faire au quotidien leurs maitres et en les assistant dans leurs tâches professionnelles, les élèves apprennent intuitivement le métier de ceux-ci. D'inspiration pour leurs élèves qui se transforment en apprentis, car, en observant faire au quotidien leurs maitres et en les assistant dans leurs tâches professionnelles,

- **Au sein des institutions à caractère public**

- **Activités à Haute Intensité de Main d'œuvre dans les communes**

Les communes se montrent actives dans l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers des stages de vacances et aussi des activités HIMO (Haute Intensité en Main d'Œuvre) dans lesquels participent toutes les catégories de jeunes vulnérables. C'est le cas par exemple de la commune de Kolofata qui organise chaque année des stages de vacances où les associations et groupes de jeunes sont sollicités, ainsi que des activités d'intérêt public tels que le reboisement, les constructions d'édifices publics, les nettoyages de rues et services publics, au bout desquels une rémunération est accordée.

- **Appui à l'entrepreneuriat jeune**

Dans sa vision de l'entrepreneuriat jeune pour l'insertion économique, la démarche du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC) se décline en 03 temps : la formation, l'insertion économique et le suivi-évaluation, dont l'approche se situe dans la performance des Villages Pionniers et Clusters (VPC). Ceux-ci consistent en l'installation des jeunes entrepreneurs en chaine de valeur dans des villages pionniers de deuxième génération de production agropastorale et de clusters économiques. Les indicateurs macro-économiques sont l'employabilité des jeunes, le niveau de production et de productivité, la commercialisation et la distribution afin de contribuer de manière significative au PIB, ainsi que le nombre de filières opérationnalisées. C'est le cas dans les villages pionniers comme ceux de Mémé (Commune de Mora) et de Gawar (Commune de Mokolo). Ces jeunes pratiquent l'agriculture à travers notamment la culture d'oignons, de maïs, de tomate, et d'ail. **Sont considérés à la fois les aspects liés à la production, la conservation et la distribution des produits.**

- **Dans les organisations humanitaires et de la société civile**

- ***L'appui à l'auto-emploi durable des organisations des Nations-Unies***

Le PNUD notamment, à travers son approche 3x6 cherche à promouvoir des moyens de subsistance durables pour les groupes vulnérables, avec une attention particulière accordée aux jeunes vulnérables. Ainsi, le relèvement communautaire se fait grâce à la relance économique et la réintégration socio-économique des communautés affectées par la crise. Il est question à travers cette approche, de passer des interventions qui procurent un soutien immédiat aux populations affectées par un conflit, à une approche intégrée qui crée les conditions permettant aux jeunes vulnérables touchés par la crise de contrôler eux-mêmes leurs processus de résilience et de développement. L'approche 3x6 est constituée de trois principes organisationnels et de six étapes. Ces principes sont successivement l'Inclusion, l'Appropriation, et la Durabilité ; et les étapes, calquées deux à deux sur les principes consistent en l'Enrôlement et Génération des revenus, l'Épargne et Joint-Venture, l'Investissement et l'Accroissement des marchés.

Cette approche a permis d'identifier les filières de formation prometteuses et les domaines d'activités lucratives en vue de l'insertion économique, rapide et durable des jeunes bénéficiaires et de suggérer quelques formations pour renforcer les capacités des centres de formation et des formateurs locaux. Outre les secteurs d'activités agropastorales, l'approche 3x6 du PNUD a permis d'identifier différents autres secteurs d'activités possibles pour la réinsertion économique des jeunes vulnérables tels que : le transport, l'hôtellerie et restauration, la coiffure et esthétique, la boulangerie et pâtisserie, les bâtiments et travaux publics, les arts, spectacles et activités récréatives, l'agro-

écologie, les TICs, l'énergie solaire, la gestion des déchets, la couture, ainsi que l'artisanat et les matériaux locaux.

Dans la même logique, l'UNFPA intervient pour le renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent et ses conséquences, en accordant une part importante au développement des opportunités économiques en vue de réduire la vulnérabilité de ces derniers. Il s'agit dans cette approche de cibler un profil varié de jeunes victimes, vulnérables ou ayant échappé à l'extrémisme violent y compris des jeunes moins éduqués ; ce qui correspond très clairement avec la situation des jeunes ex-associés. Ce profilage varié est un réel atout pour le rapprochement des différentes catégories de jeunes vulnérables autour de formations professionnelles similaires et activités génératrices de revenus.

Dans la même perspective, la FAO avec l'approche Champ Ecole Paysan (CEP) renforce les capacités techniques des agriculteurs pour devenir des experts dans leurs domaines, fournit des plates-formes où les groupes d'agriculteurs et les agents de vulgarisation testent ensemble et adaptent des options dans les conditions locales. Elle fournit également aux communautés paysannes (populations hôtes, déplacés internes, ex-associés/otages) des moyens d'apprendre de nouvelles façons de résoudre les problèmes et de s'adapter aux changements climatiques. La FAO renforce également la capacité des groupes et des producteurs à travers des chaînes de valeur dans la transformation, le séchage, la conservation et le stockage des produits issus de l'agriculture et de l'élevage.

Dans le cadre du projet de Stabilisation et de Relèvement des communautés affectées par la crise Boko-Haram, la FAO accompagne les jeunes et les femmes dans les activités génératrices de revenus à travers les activités agropastorales. A travers les activités d'aquaculture, les jeunes sont initiés à la production piscicole à travers la mise en place des bacs hors sol, des étangs, des cages flottantes et des enclos dans les

mares. Cette activité s'accompagne de la fourniture complète en intrants (alevins, alimentation, ...).

### **- Les appuis en AGR axés sur les personnes à besoins spécifiques**

Dans ce registre, l'Organisation INTERSOS par exemple travaille avec des groupements et des personnes à besoins spécifiques, en vue de les appuyer en AGR. Les conditions émises lors des sélections reposent sur la nature même des besoins des personnes vulnérables, mais aussi l'aspect composite de ceux-ci, où on retrouve à la fois les individus des communautés hôtes, personnes déplacées internes, retournées et ex-associées. Cela permet le développement à la fois d'AGR individuelles et d'AGR collectives. Dans la localité de Mémé, on retrouve des jeunes filles réfugiées qui avaient été formées en couture, au point où elles sont devenues indépendantes, se prennent en charge elles-mêmes et ont pu se procurer leurs propres machines. Des groupes de femmes ont également pu dans la localité de Mora, se mettre ensemble et créer une micro-entreprise de restauration dont la gestion est commune à toutes.

### **- Les collaborations inter-organisationnelles**

Les aspects stratégiques des programmes de réinsertion et leur exécution sont toujours pensés et exécutés de pair avec les stratégies nationales de promotion de la jeunesse, avec l'apport des autorités administratives et des sectoriels d'administration. C'est dans ce sens notamment que des organisations internationales telles que l'UNFPA, le PNUD, l'UNICEF et leur partenaire le RESAEC collaborent avec les services du MINJEC de Kolofata et Amchidé pour l'insertion d'au moins 83 jeunes à Kolofata et 100 à Amchidé, toujours avec une vision composite où les jeunes vulnérables locaux, déplacés, retournés et ex-associés sont mis ensemble. A Zamay également, le CMPJ a travaillé au cours de l'année 2020 en synergie dans le cadre des programmes de réinsertion menés par différentes organisations internationales et de la société civile, à

l'instar du PNUD qui a appuyé 35 jeunes en activités Cash for work/Himo, et formé 65 jeunes dans les AGR tels que l'agriculture, l'élevage, la soudure, la couture et broderie.

En 2018, 150 jeunes avaient déjà été formés et financés par le PNUD, dont 98 jeunes au CMPJ et 52 à la SAR/SM. Avec l'UNFPA également, 60 jeunes ont été formés en partenariat avec le CMPJ de Zamay. D'autres organisations à l'instar de Plan international y œuvrent également en synergie avec le même CMPJ pour la formation et l'appui à l'insertion pour 88 jeunes parmi lesquels au moins 35 sont déplacés internes et 9 sont des ex-associés ; et également de COOPI qui œuvre dans la formation de 35 adolescents ex-associés en couture, élevage, agriculture, soudure, menuiserie, broderie.

Au même moment avec le CMPJ de Mokolo, un programme de résilience des jeunes est mené par l'organisation CARE International qui propose aux jeunes vulnérables des formations en couture, secrétariat bureautique, menuiserie, maçonnerie, auto-école, mécanique moto, ainsi que sur la dynamique de groupe. Ici, les cadres de jeunesse s'impliquent notamment dans la formation transversale (entreprenariat, élaboration de business plan, gestion simplifiée avec cahier de caisse, éducation civique) et des moniteurs spécialisés s'impliquent dans la formation technique pour les métiers.

## DES EXPÉRIENCES ENRICHISSANTES

Le processus de réintégration économique des jeunes vulnérables tel que mené dans le cadre du projet YSPS a permis de tirer des leçons suivantes :

- Les AGR menées au sein des groupes communautaires de jeunes permettent aux différentes catégories de jeunes vulnérables comme les ex-associés, qui sont généralement en manque de repères sociaux, de s'y accrocher pour non seulement apprendre et pratiquer des AGR, mais aussi cultiver le partage d'expérience et un esprit de groupe qui s'avère très favorable à la réintégration communautaire et à l'épanouissement ;
- L'apprentissage circonstanciel en petits métiers par les élèves coraniques auprès de leurs maîtres devient une formation professionnelle durable que ces élèves, une fois aptes à travailler, exercent à leur tour ;
- Dans les activités HIMO des communes où les jeunes et femmes ex-associés participent également aux travaux, cela leur permet de se faire quelques gains financiers tout en permettant leur participation à la vie communautaire devant favoriser une réintégration rapide aux côtés des locaux ;
- L'association des jeunes dans un village pionnier ou autour des maillons d'un cluster économique, est une occasion pour ceux qui réussissent de générer des profits, de pouvoir tirer d'autres jeunes dans leur chaîne. Ce qui est en droite ligne avec la nouvelle configuration du PTS-J qui prône l'approche d'insertion par groupe, car, les jeunes vulnérables unis dans leur diversité constituent une force de réussite et de réinsertion commune ;
- L'intérêt de l'approche 3x6 pour la réinsertion rapide des jeunes ex-associés par exemple, se trouve dans le fait qu'elle favorise un apprentissage rapide en petits métiers auprès des pairs, même pour des jeunes extra-scolarisés, sans nécessiter un niveau d'études très élevé ;

- Le système de mentorat mis en place dans les programmes d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes s'avère utile pour leur accompagnement dans les activités économiques, ce qui donne plus d'aptitudes et capacités aux vulnérables et victimes, pour lesquels les peurs et traumatismes pourraient constituer des blocus dans l'exercice des formations et AGR.
- L'approche composite prenant en compte les personnes à besoins spécifiques représente un atout réel pour la réinsertion économique et la réintégration communautaire des jeunes vulnérables, en démontrant que la vulnérabilité n'est pas particulièrement spécifique à une catégorie, et une résilience efficace et durable peut bien s'effectuer conjointement.

Les programmes de formations professionnelles et d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes, mené de pair entre les structures publiques et la société civile, favorisent l'acquisition à la fois des compétences techniques en matière d'apprentissage de métiers et d'entrepreneuriat, ainsi que des valeurs civiques et morales qui sont favorables au rassemblement des jeunes de différentes catégories qui s'acceptent mutuellement.

## AU BOUT DU COMPTE...

L'approche de groupe composite dans le processus de réintégration économique des jeunes vulnérables offre des garanties de résultats positifs lorsque les actions sont menées en synergie par les acteurs communautaires, les acteurs des services publics et ceux des organisations internationales et de la société civile. Les aspects liés au profilage des jeunes vulnérables, de la composition et de la dynamique des groupes, ainsi que la durée des programmes de formation nécessitent une attention particulière.

Pour une efficacité des initiatives visant à aider les jeunes dans une reprise économique après la crise où il y'a le défi de réintégrer également les jeunes ex-associés, il faudrait que cela se fasse conjointement avec les locaux, afin de garantir une harmonie, une réintégration communautaire rapide, efficace et durable.

Dans l'identification et la sélection des jeunes vulnérables à appuyer, il faudrait tenir compte non seulement du niveau de vulnérabilité, mais également de la moralité et du niveau de motivation du jeune à travailler en groupe et d'accepter toute catégorie de pairs. Le profilage des bénéficiaires de l'appui est, en effet, une étape importante qui peut permettre de régler à la fois les questions d'usurpation d'identité et d'abandon des activités, et par la même occasion d'encourager la dynamique de groupe ;

Par ailleurs, il est capital de bien dresser le profil historique du bénéficiaire afin de savoir s'il menait une activité économique avant la crise ou avant d'être enrôlé ; si ce ne fut pas le cas, il faudrait rechercher les raisons de son chômage et si par contre ce fut le cas, il faudrait chercher à connaître de quelle activité il s'agissait et quelle était son niveau de technicité pour ainsi établir les liens avec ses projets d'avenir ;

En ce qui concerne l'appui en AGR, lorsque les initiatives optent pour une approche de groupe composite, il faudrait au préalable bien travailler l'esprit et la dynamique de groupe pour les jeunes, et ainsi prévenir les cas de stigmatisation ou de conflits pouvant contribuer à l'échec des activités, des cas d'abandons des membres et voire même de dislocation des groupes ;

Il s'avère donc important de mettre l'accent sur la sensibilisation portant sur la dynamique de groupe tout en montrant ses avantages aux personnes bénéficiaires pour qu'ils comprennent que ce n'est pas un motif de concurrence. Cette approche leur permettrait alors de développer la confiance, encourager la cohésion sociale, promouvoir des intérêts communs et supporter collectivement les coûts liés à leurs activités, d'autant plus qu'il est facile pour organisation d'apporter de l'aide à un groupe de personnes plutôt qu'à un seul individu. En plus, une personne vulnérable n'ayant pas de revenus considérables pour mener une activité individuelle aurait plus de garanties de réussite en étant dans un groupe. C'est pourquoi chercher à comprendre les particularités de chaque individu pourrait aussi permettre de mieux promouvoir la dynamique de groupe et par ricochet de réduire les cas d'abandon.

Ainsi, dans cette même perspective, il faudrait alors pour ce qui est des offres de formation, privilégier des formations à la carte de courte durée, pour éviter les abandons et perte de motivation, et ainsi favoriser la réinsertion rapide des jeunes vulnérables.



Assurer les droits et les choix pour tous depuis 1969

 Rond Point Bastos  
 UNFPACameroon  
 +237 222 219 863  
 <http://cameroon.unfpa.org>

 Rond Point Bastos  
 UNFPACameroon  
 [cameroon.office@unfpa0prg](mailto:cameroon.office@unfpa0prg)

*Leave no one behind !*